



Newsletter du 12 février 2026

Le développement de la réglementation bancaire au cœur des débats sur la place financière suisse. La révision de la LEFin doit accompagner l'essor des cryptoactifs sans compromettre l'attractivité et la stabilité de la place financière suisse. L'image des banques demeure globalement bonne auprès de la population suisse. L'initiative populaire suisse, instrument démocratique surexploité ?

Le développement de la réglementation bancaire se trouve au cœur des débats sur la place financière suisse. Alors que le directeur de la FINMA soutient que la Suisse demeure sous-réglémentée en comparaison internationale, les établissements bancaires font valoir leur position. Le responsable durabilité, affaires publiques et coopérative chez Raiffeisen Suisse met en garde contre les effets d'une réglementation qui méconnaîtrait les différences entre les banques d'importance systémique et plaide pour des mesures proportionnelles qui

- [AGEFI](#) / [Le Temps](#) / [AGEFI](#)

La révision de la LEFin, dont la procédure de consultation vient de s'achever, vise à améliorer le cadre réglementaire applicable aux cryptoactifs. Pour les banques privées, cette révision revêt une importance stratégique. Les cryptoactifs ne relèvent plus d'un phénomène marginal : de plus en plus de banques privées développent des solutions en la matière pour répondre à une demande croissante. Cette dynamique doit toutefois s'inscrire dans un environnement

- [allnews.ch](#) / [Les Echos](#) / [ASB](#)

permettent réellement de renforcer la stabilité du système. Le CEO de la banque Julius Baer s'est déclaré fervent partisan du *Senior Management Regime* et estime que la Suisse devrait envisager l'instauration d'un « registre des banquiers fautifs ». L'ABPS a toujours défendu le principe d'une réglementation proportionnée et adaptée aux risques. Les mesures actuellement envisagées dans le cadre de la révision du dispositif « *too big to fail* » devraient ainsi concerner exclusivement les établissements d'importance systémique.

- [fuw.ch](#) / [NZZ](#) / [NZZ](#) / [cash.ch](#) / [finews.ch](#)

juridique clair, proportionné et garant de la stabilité financière. L'ABPS, à l'instar de l'ASB, a pris part à la [consultation](#) afin de défendre une approche équilibrée qui ne désavantage pas les établissements bancaires. L'enjeu est de conjuguer capacité d'innovation et sécurité juridique, de manière à renforcer la crédibilité et l'attractivité de la place financière suisse, à l'heure où d'autres juridictions cherchent elles aussi à se positionner sur ce terrain.

- [finews.ch](#) / [SBVG](#)



L'Association suisse des banquiers a publié les résultats de sa dernière enquête d'opinion sur l'image des banques en Suisse. Il en ressort qu'une majorité des personnes interrogées sont convaincues de l'importance du rôle des banques pour l'économie et la société. Parmi les points forts, les prestations, la capacité

- allnews.ch / AGEFI

Dans un contexte où le peuple est appelé à voter sur un nombre croissant d'initiatives populaires, notre directeur se demande si la consultation populaire à répétition sur des objets aux conséquences limitées ne risque pas de détourner les citoyens de la démocratie directe. Un autre article reproche aux initiatives populaires aux titres accrocheurs mais aux solutions simplistes

- allnews.ch / AGEFI

d'innovation et la crédibilité sont largement saluées. En revanche, trois facteurs entachent l'image du secteur : la perception que les banques privilégient leurs profits au détriment de leurs responsabilités sociales et qu'elles manquent de transparence ainsi que le doute quant à la sincérité de leur engagement en matière de durabilité.

- Handelszeitung / SRF / finews.ch

de porter atteinte à la stabilité de notre pays. A l'heure où nous nous interrogeons sur la sursollicitation du peuple suisse, l'Union européenne peine, quant à elle, à faire de l'initiative populaire un instrument démocratique réellement vivant. Entre excès et inertie, l'équilibre reste la clé d'une démocratie directe crédible et vivante.

- swissinfo.ch

L'Association de Banques Privées Suisses (ABPS) compte 7 banques membres qui gèrent plus de 1100 milliards de francs et emploient près de 10 000 collaborateurs dans le monde, dont environ deux tiers en Suisse. A travers un secrétariat permanent basé à Genève, l'ABPS assure la défense et la représentation des intérêts des banques privées suisses, spécialisées dans la gestion de fortune.

Les membres de l'ABPS sont : Bordier & Cie SCmA, E. Gutzwiller & Cie Banquiers, Banque Lombard Odier & Cie SA, Mirabaud & Cie SA, Banque Pictet & Cie SA, Rahn+Bodmer Co. et Reichmuth & Co.